

I - Hommes politiques socialistes.

552 AP. Fonds Vincent Auriol
570 AP. Fonds Léon Blum
456 AP. Fonds Edouard Depreux
437 AP. Fonds Jaurès
549 AP. Fonds Géraud Jouve
331 AP. Fonds Pierre-Olivier Lapie
310 AP. Fonds Jean Locquin
470 AP. Fonds Alexandre Millerand
484 AP. Fonds Jules Moch
559 AP. Fonds Pivert

II - Partis politiques socialistes.

581 AP. Fonds du parti socialiste unifié (P.S.U.)

III - Communistes.

447 AP. Fonds Marcel Cachin

IV - Syndicalistes.

507 AP. Fonds Corentin Calvez
[455 AP] **638 Mi.** Fonds Raymond Froideval

I - Hommes politiques socialistes.

552 AP

Fonds Vincent Auriol

Dates extrêmes : 1884-1965

Importance matérielle : 269 cartons (552 AP 1-269), 35 mètres linéaires

Modalités d'entrée : dépôt, 1971

Conditions d'accès : sur autorisation

Instrument de recherche : rép. num. dact., index et table de concordance dans "Archives de la présidence de la République, IV^e République" (4 AG, 452 AP, 552 AP), par F. Adnès, 1999, 156-37 p. et 5 p. non paginées ; inv. anal. et index, par M.-G. Chevignard-Séguret, 1975-1981, 11 vol., 1542 p.

Notice biographique :

Avocat, journaliste et gendre du syndicaliste Aucouturier proche de Jean Jaurès, Vincent Auriol (1884-1966) milita dès 1905 dans les rangs du parti socialiste et fut député S.F.I.O. de la Haute-Garonne de 1914 à 1942. Comme président de la commission des Finances à la Chambre, il participa aux négociations sur la dette franco-américaine. Il fut ministre des Finances dans le gouvernement Blum du

Front populaire (1936) puis ministre de la Justice dans le cabinet Chautemps (1937). Proche de Blum, il se vit confier, du 13 mars au 9 avril 1938, le ministère de la Coopération des services de la présidence du Conseil. Ayant refusé d'appuyer le régime de Pétain, il gagna Londres en 1943. Après 1945, il reprit ses activités politiques et fut nommé ministre d'Etat dans le second ministère de la Libération (21 novembre 1945-25 janvier 1946). On lui confia alors la charge des rapports avec le Parlement. Comme membre du gouvernement, Auriol fut le délégué de la France à la première session de l'Organisation des Nations Unies. En 1945 et 1946, il présida les deux assemblées nationales constituantes et fut député de la Haute-Garonne à l'Assemblée nationale de 1946 à 1947. Elu président de la IV^e République en 1947 par le congrès réuni à Versailles, il exerça pendant toute la durée de son mandat (1947-1954) une influence réelle sur le régime, en favorisant une voie moyenne. Comme président de l'Union française, il tenta de donner vie aux institutions de l'Union, entreprit dès le lendemain de son élection un grand voyage en Afrique noire et entretenit des relations étroites avec le Sultan du Maroc et le Bey de Tunis. Au Conseil supérieur de la magistrature, il exerça le droit de grâce avec le plus grand libéralisme. Le 6 novembre 1951, ce fut lui qui ouvrit, par un important discours, la seconde session de l'Assemblée générale de l'O.N.U. Après son septennat, Vincent Auriol se vit conférer en décembre 1954 le titre de président d'honneur de la fédération mondiale des anciens combattants et médaillés de la Résistance. En mai 1958, il sortit de sa réserve pour aller défendre devant le groupe parlementaire socialiste la candidature du général de Gaulle à la présidence du Conseil. Membre de droit et à vie du Conseil constitutionnel en vertu de la Constitution du 4 octobre 1958, Auriol démissionna du parti socialiste à la fin de l'année 1958. Il est l'auteur d'un *Journal du septennat (1947-1954)*.

Présentation du contenu :

- 552 AP 1-14 Les débuts de Vincent Auriol et Vincent Auriol député. 1884-1936.
- 15-25 Ministre. 4 juin 1936-8 avril 1938.
- 25 (suite)-35 Parlementaire et militant socialiste, de l'avant-guerre à la Libération. Avril 1938-août 1944.
- 35 (suite)-41 Elu socialiste, membre des Assemblées et ministre d'Etat. Septembre 1944-1946.
- 42-149 Président de la République. 16 janvier 1947-16 janvier 1954.
- 150-187 Activité en France et à l'étranger après son septennat. 1954-1965.
- 188-269 Photographies.

Sources complémentaires :

Voir aussi les archives de la Présidence de la République conservées sous la cote 4 AG.

Bibliographie :

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 360.

570 AP Fonds Léon Blum

Dates extrêmes : XX^e s.

Importance matérielle : 34 cartons (570 AP 1-34), 4,8 mètres linéaires

Modalités d'entrée : dépôt, 1995, complété par des achats, 1994-1995, et un don, 1998

Conditions d'accès : sur autorisation ; libre pour le supplément

Instrument de recherche : inv. anal. dact. et index, par M.-G. Chevignard, 1979-1980, 4 vol., 345 p.

Notice biographique :

Après des études à l'École normale supérieure et à la faculté de droit, Léon Blum (1872-1950), s'orienta vers la critique littéraire. Maître des requêtes au Conseil d'Etat, il participa aux côtés de Jaurès aux combats de l'Affaire Dreyfus et aux luttes qui entourèrent l'unification du parti socialiste et la

création de *L'Humanité*. L'assassinat de Jaurès en 1914 marque l'entrée en politique de Léon Blum. Directeur de cabinet de Marcel Sembat, ministre du Ravitaillement durant la Première Guerre mondiale, il s'affirme comme le chef du parti S.F.I.O. Son intervention au Congrès de Tours de 1920 fait de lui le leader incontesté des réfractaires au communisme. De 1920 à 1940, il dirige le parti socialiste. Directeur du *Populaire*, il arrive au pouvoir à la tête de la coalition des partis de gauche en juin 1936. Avec les Accords de Matignon, la France se transforme radicalement. Blum décide également de ne pas intervenir en Espagne aux côtés du régime républicain menacé, afin de préserver les acquis du Front populaire. Voulant résoudre la crise économique par les pleins pouvoirs financiers, il se heurte à l'opposition du Sénat et démissionne en juin 1937. Vice-président du Conseil dans le troisième cabinet Chautemps, il retrouve la tête du gouvernement en mars 1938, réagit à l'Anschluss et envisage d'envahir l'Espagne après la victoire de Franco. Mis en minorité par le Sénat sur son nouveau projet financier, il doit se retirer en avril. En 1940, Blum est l'un des "Quatre-vingts" parlementaires qui refusent d'accepter la fin de la République. Traduit en justice par le régime de Vichy, il est transféré, en 1943, dans une maison forestière, en bordure du camp de Buchenwald. Libéré en 1945, Léon Blum, malgré un bref retour à la tête du gouvernement en 1946, passe les dernières années de sa vie dans une semi-retraite.

Présentation du contenu :

- 570 AP 1-11 Avant l'exercice du pouvoir. 1880-1933.
- 1-3 L'écrivain et le critique. 1880-1914.
 - 3 (suite)-8 Les débuts politiques. 1900-1933.
 - 8 (suite)-11 Articles de Léon Blum dans *L'Humanité*, *Le Populaire*, *Le Soir*. 1920-1933.
- 570 AP 12-18 De l'exercice du pouvoir à la guerre. 1934-1940.
- 12-13 De 1934 aux élections de 1936.
 - 13 (suite)-14 Le Front populaire. 1936-1940.
 - 14 (suite)-18 Les articles de Léon Blum dans *Le Populaire*. 1934-1940.
- 570 AP19-21 La guerre, la captivité, le procès de Riom. 1940-1945.
- 19 La guerre et la prison .
 - 19 (suite)-21 Le procès de Riom.
- 570 AP 22-30 Le retour à la vie politique. La fin de la vie de Léon Blum. 1945-1950.
- 570 AP 30-34 Après la mort de Léon Blum. Documentation audiovisuelle.
- 30 La mort de Léon Blum. Mars-avril 1950.
 - 31-34 Enregistrements.

Suppléments non cotés :

- manuscrit autographe signé "Le ministère Doumergue aura duré neuf mois" [novembre 1934] ;
- manuscrits de vingt-six articles de Léon Blum publiés dans *Le Populaire* en 1935 ;
- article de Blum sur la politique étrangère du général de Gaulle vers 1946.

Sources complémentaires :

Une lettre de Léon Blum à sa femme et un manuscrit de celle-ci de mai à décembre 1944 ont été microfilmés au Centre historique des Archives nationales (699 Mi 1, dossier 5). Voir également les archives de la Société des amis de Léon Blum (55 AS 1-8).

Les documents présentés lors de l'exposition "Léon Blum", organisée aux Archives nationales en 1972, ont été microfilmés sous la cote 349 Mi 1 à 5.

Bibliographie :

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 376.
“ 50^e anniversaire de la mort de Léon Blum ”, dans *Revue de l'Office universitaire de recherche socialiste*, n° 10, mars 2000, 128 p.

456 AP Fonds Edouard Depreux

Dates extrêmes : 1910-1980

Importance matérielle : 13 cartons (456 AP 1-13), 1,70 mètres linéaires

Modalités d'entrée : don, 1982

Conditions d'accès : libre

Instrument de recherche : rép. num. dact., par J. Pouessel, 1985, 9 p.

Notice biographique :

Avocat, puis chef de cabinet de Vincent Auriol, ministre de la Justice (1937-1938), Edouard Depreux (1898-1981) avait été nommé en 1941 président du conseil départemental de la Seine, poste qu'il refusa. Son engagement dans la Résistance lui valut d'être arrêté peu après. Il s'évada sans tarder. Député aux deux Assemblées constituantes (1945-1946), député du 4^e secteur de la Seine (1946, 1951 et 1956-1958), l'un des piliers de la S.F.I.O. au gouvernement, il dénonça comme ministre de l'Intérieur un assez confus “ Plan bleu ” de la droite et de l'extrême droite françaises, visant à extirper le bolchevisme d'Occident (1947), ce qui lui permit surtout de compromettre le R.P.F. C'est également lui qui fut à l'origine du statut de l'Algérie de septembre 1947. Ministre de l'Éducation nationale du 12 février au 26 juillet 1948, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, il fut toutefois conduit à quitter la S.F.I.O. en 1958 pour fonder avec d'autres le Parti socialiste autonome puis le Parti socialiste unifié à la suite d'un désaccord sur la politique algérienne. Maire (1944-1959) puis conseiller municipal (1959-1965) de Sceaux, ancien président de la Haute-Cour de justice, Edouard Depreux laissa plusieurs œuvres : *Renouveau du socialisme* (1960), *Souvenirs d'un militant* (1972), *Servitude et grandeur du P.S.U.* (1974).

Présentation du contenu :

- 456 AP 1 Diplômes. Livret et papiers militaires. Conseiller municipal et conseiller général de Sceaux. 1915-1952.
- 2 Commissaire de la République. Médaille de la Résistance. Maire de Sceaux et député de la Seine. 1943-1973.
- 3 Ministre de l'Intérieur et de l'Éducation nationale. 1946-1948.
- 4 Dossiers constitués sur Auriol, Blum et De Gaulle. 1938-1981.
- 5 Papiers politiques : S.F.I.O., P.S.A. et P.S.U. 1935-1980.
- 6 Militants socialistes.
- 7 Voyages et étranger. 1954-1956.
- 8 Dossiers historiques et littéraires.
- 9-10 La ville de Sceaux.
- 11 Localités de la région parisienne.
- 12-13 Livres d'Edouard Depreux, coupures de presse et correspondance. 1932-1979.

Sources complémentaires :

Voir aussi, au Centre historique des Archives nationales, le fonds du P.S.U. (581 AP). L'enregistrement d'une émission radiodiffusée sur le lycée Lakanal, avec le régisseur Albert, Christian Boussus, Pierre Cour, Edouard Depreux, Jacques Deval, Maurice Genevoix, Frédéric Joliot-Curie, Louis Joxe et Maurice Toesca (R.T.F.) du 8 février 1953 est conservé au Centre historique des Archives nationales sous la cote 5 AV 56-64.

Bibliographie :

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 784.

437 AP
Fonds Jaurès

Dates extrêmes : 1885-1980

Importance matérielle : 2 cartons (437 AP 1-2), 0,3 mètres linéaires

Modalités d'entrée : don de madame Magdeleine Regnier, 1982, complété par des achats, 1982-1999

Conditions d'accès : libre

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par M. Guillot, 1984, 7 p.

Notice biographique :

Professeur de philosophie à Albi puis à l'université de Toulouse, Jean Jaurès (1859-1914) fut élu député (centre gauche) du Tarn (1885). Battu aux élections de 1889, il revint à l'enseignement et prépara ses thèses : *De la réalité du monde sensible* ; *Les origines du socialisme allemand chez Luther, Kant, Fichte, Hegel* (1891). Député socialiste de Carmaux (1893), il adhéra au Parti ouvrier français et lutta pour l'unité du mouvement socialiste. En 1898, il prit position pour la reconnaissance de l'innocence de Dreyfus. Il défendit contre Jules Guesde la participation du socialiste Millerand au gouvernement Waldeck-Rousseau (1899). Il se plia cependant à la décision du congrès socialiste d'Amsterdam (1904), où la tendance guesdiste l'emporta. Mais après que l'unité du mouvement socialiste fut réalisée grâce à la constitution de la S.F.I.O. (1905), le guesdisme devint minoritaire et les idées de Jaurès dominèrent désormais le socialisme français. Fondateur de *l'Humanité* (1904), Jaurès mena, comme parlementaire, les grandes batailles socialistes : lois pour l'enseignement laïc, lois ouvrières. Violemment opposé à la politique colonialiste et à la guerre, il fut assassiné par un nationaliste, R. Villain, le 31 juillet 1914, à la veille du début de la Première Guerre mondiale.

Présentation du contenu :

437 AP 1-2 Papiers de la famille Jaurès. Généalogie. Jules Jaurès (1819-1882), père de Jean-Louis Barbazat, oncle maternel de Jaurès (1830-1902). Maison natale de Jaurès. Jeunesse de Jaurès. Amiral Louis Jaurès (1860-1937). Enfants de Jean Jaurès. Jean-Jacques Delaporte (1910-1931), fils de Madeleine Jaurès. Ecrits autographes de Jean Jaurès. L'assassinat de Jaurès. Documentation. Iconographie de Jean Jaurès. Musée de Castres. Musée de l'Histoire à Montreuil (Seine). Centenaire de la naissance de Jaurès à Castres (1961). Commémorations diverses. Films sur Jean Jaurès. Réédition de *l'Histoire socialiste de la Révolution* (1959-1961). Articles divers sur Jean Jaurès. Brochures diverses. Citations.

Bibliographie :

MOURRE (Michel), *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris : Bordas, 1996, t. 3, lettres I-M, p. 2979-2981.

549 AP
Fonds Jouve

Dates extrêmes : 1917-1981

Importance matérielle : 17 cartons (549 AP 1-17), 2,1 mètres linéaires

Modalités d'entrée : don de monsieur Pierre Jouve, 1992

Conditions d'accès : sur autorisation

Instrument de recherche : rép. num. dact., par M. Guillot et A. Callu, 1992-1996, 12 p.

Notice biographique :

Normalien, professeur d'allemand au lycée de Cahors, Géraud Jouve (1901-1991) entra à l'Agence Havas en 1931 dont il fut successivement délégué à Berlin (1931), à Budapest (1933) et à Bucarest (1940). Il passa à Istanbul en novembre 1940. Nommé délégué de la France libre à Ankara puis à Londres (1941), il fut directeur de Radio-Brazzaville (France libre) en 1943, regagna Alger en 1944 et accompagna le général de Gaulle lors de la libération de Paris et dans diverses missions, notamment à Moscou. Réintégré à l'Agence française de presse (A.F.P.) en avril 1944, il en devint le directeur du 15 août 1944 au 15 janvier 1946. Député S.F.I.O. du Cantal (1946-1951), il fut délégué de la France à l'O.N.U. (1952), ministre plénipotentiaire (1953), ambassadeur de France en Finlande (1955-1960) et délégué de l'O.N.U. pour les réfugiés (1960-1966). Il a présidé l'Association des rédacteurs en chef de 1974 à 1976. Cinéaste, Géraud Jouve a laissé des scénarios et projets de films : "le grand sorcier" (film africain), "Les couloirs de l'O.N.U." (comédie), et "Compagnonnage" (documentaire sur le Tour de France). Il a écrit une biographie du général de Gaulle et un ouvrage intitulé *Voici l'âge atomique* (1946).

Présentation du contenu :

549 AP 1-17 Géraud Jouve.

- 1 Papiers personnels. 1917-1981.
- 2 Correspondant de l'Agence Havas en Europe centrale. 1929-1950.
- 3-5 La France libre. 1941-1944.
- 6 Après la Libération. 1944-1946.
- 7 Membre de l'Agence Havas puis de l'A.F.P. 1947-1955.
- 8-12 Député du Cantal. 1946-1951.
- 13 Carrière diplomatique. 1945-1960.
- 14 Géraud Jouve et l'arme nucléaire. 1945-1951.
- 15 Biographe du général de Gaulle.
- 16 Journaliste et cinéaste. 1945-1976.
- 17 Articles en projet.

Sources complémentaires :

Le Centre historique des Archives nationales conserve, sous la cote 8 AV 253-262, des vidéocassettes d'interviews réalisés par Pierre-André Jouve, fils de Géraud Jouve, pour la revue *Esprit*.

Bibliographie :

Who's who, 1963-1964, p. 1377.

331 AP
Fonds Pierre-Olivier Lapie

Dates extrêmes : 1946-1970

Importance matérielle : 4 cartons (331 AP 1-4), 0,45 mètres linéaires

Modalités d'entrée : don de monsieur Pierre-Olivier Lapie, 1972-1991

Conditions d'accès : libre

Instrument de recherche : rép. num. dact. par S. d'Huart et A. Ducrot, 1973 et 1991, 6 p.

Notice biographique :

Docteur en droit, avocat au barreau de Paris de 1925 à 1967, Pierre-Olivier Lapie (1901-1994) fut élu en 1936 député U.S.R. (Union socialiste et républicaine) de Nancy. Mobilisé en 1939, il participa à la campagne de Norvège, rejoignit le général de Gaulle à Londres le 20 juin 1940 et devint directeur des

affaires extérieures de son cabinet en juillet. Gouverneur du Tchad de 1940 à 1942, il fut ensuite membre de l'Assemblée consultative d'Alger en 1943 puis de Paris en 1944.

Rejoignant le parti S.F.I.O. (Section française de l'Internationale ouvrière) après la guerre, il fut élu sous cette étiquette député de Meurthe-et-Moselle jusqu'en 1958. Il entra au gouvernement comme sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, du 16 décembre 1946 au 16 janvier 1947. Ministre de l'Education nationale du 12 juillet 1950 au 10 juillet 1951, il créa la première commission sur le problème des rapports entre l'enseignement privé et l'enseignement public, présidée par Joseph Paul-Boncour.

Délégué aux Nations-Unies (ONU) de 1947 à 1954, au Conseil de l'Europe de 1949 à 1956, à l'Assemblée dite " Commune " contrôlant la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) de 1956 à 1958 et à l'Assemblée parlementaire européenne en 1958, il fut président de la délégation française à l'Unesco en 1951 et 1956. De 1956 à 1958, il fut vice-président de l'Assemblée nationale.

En 1959, il devint président de la nouvelle Commission chargée de l'étude des rapports entre l'Etat et l'enseignement privé, préalable à la loi Debré. De 1959 à 1967, il fut membre français de Haute-Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. A ce titre, il fut président du Comité inter-exécutif européen de l'énergie de 1960 à 1967. De 1968 à 1978, il fut président de la Commission interministérielle pour les questions de coopération entre la France et la République fédérale d'Allemagne.

En 1969, Pierre-Olivier Lapie fut élu membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques).

Présentation du contenu :

331 AP 1-2 Journal (1946-1958).

3 Notes manuscrites prises au Conseil des ministres (décembre 1946, juillet 1950-juillet 1951).

4 Correspondance et notes (1949-1970).

Bibliographie :

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique de S. d'Huart et A. Ducrot. YVERT (Benôit), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 807.

310 AP

Fonds Jean Locquin

Dates extrêmes : XX^e s.

Importance matérielle : 154 cartons (310 AP 1-154), supplément, 25 mètres linéaires

Modalités d'entrée : don de madame Jean Locquin, 27 mai 1970 [entrée n° 2261], 10 juin 1971 [entrée n° 2337], 23 septembre 1972 [entrée n° 2401], 26 octobre 1979 [entrée n° 2848]

Conditions d'accès : libre

Instrument de recherche : rép num. détaillé dact., par M. Guillot, 1979, 29 p.

Notice biographique :

Fils de Victor Locquin, avocat originaire de Saulieu, Jean Locquin (1879-1949) était issu par sa mère d'une vieille famille nivernaise. Docteur ès lettres, licencié en droit, il fut avocat à la Cour de Paris. Il se lança très jeune dans la politique : à 19 ans, il adhéra au parti socialiste. Il succéda à son père à la mairie de Balleray dès 1908, devint conseiller général du canton en 1919, puis de 1924 à 1929 président du Conseil général de la Nièvre. Jean Locquin fut élu député de la Nièvre de 1914 à 1932. Après son échec aux législatives de 1932, il continua à administrer sa commune de Balleray jusqu'en 1934 pour devenir maire-adjoint, puis maire de Nevers en 1939, jusqu'à sa destitution par Vichy en 1940. Diplômé de l'Ecole du Louvre, Jean Locquin publia une thèse sur *la Peinture d'histoire de 1747 à 1785 et un*

Catalogue raisonné de l'œuvre de J. Boudry, peintre des chasses de Louis XV. Aquarelliste, historien d'art, membre du conseil des musées nationaux, vice-président de l'Union centrale des arts décoratifs, il collabora à la *Gazette des Beaux-arts* et autres revues d'art.

Présentation du contenu :

310 AP 1-11 Papiers personnels et politiques.

- 1 Dossier personnel. 1879-1933.
- 2 Propriété de Chauny (Aisne). 1919-1932.
- 3 Jean Locquin et les débuts de la Fédération de la Nièvre du Parti socialiste (S.F.I.O.). 1898, 1916-1927, 1936-1937.
- 4 Section de Nevers du Parti socialiste. 1929-1948.
- 5-9 Instances nationales du Parti socialiste : congrès (dont congrès de Tours de décembre 1920). 1902-1937.
- 10 Notes sur l'histoire du Parti socialiste. 1915-1938.
- 11 Notes et coupures de presse sur la Russie et le Parti communiste. 1924-1945.

310 AP 12-51 Député de la Nièvre.

- 12-18 Nièvre : élections législatives, cantonales, sénatoriales et référendums. 1904-1947.
- 19 Projets de loi déposés ou défendus par Jean .Locquin. 1921-1939.
- 20-21 Jean Locquin député durant la guerre de 1914-1918.
- 22 Après-guerre de 1918.
- 23-27 Finances. 1919-1935.
- 28 Préparation de la loi sur l'outillage national. 1930-1931.
- 29 Notes sur les coopératives. 1925.
- 30 Les Halles centrales. 1928-1947.
- 31-33 Questions agricoles, question du blé. 1903-1946.
- 34 Législation forestière. 1921-1931.
- 35 Organisation du travail. 1915-1937.
- 36 Assurances sociales. 1919-1939.
- 37-38 Fonction publique. 1918-1931.
- 39-48 Enseignement. 1904-1932.
- 49-50 Questions religieuses. 1919-1930.
- 51 Ligue des Droits de l'Homme. 1923-1939.

310 AP 52-59 Rapporteur du budget des Beaux-Arts.

- 52 Reconstruction (après la guerre de 1914-1918). 1917-1931.
- 53-55 Budget des Beaux-Arts. 1916-1932.
- 56 Notes sur la Culture populaire. 1929-1939.
- 57 Notes diverses sur l'art. 1920-1948.
- 58-59 Notes de Jean Locquin sur le théâtre. 1929-1939.

310 AP 60-66 Commissaire général de l'Exposition de 1937.

- 60-61 Préparation de l'exposition. 1925-1938.
- 62-66 Exposition de 1937. 1934-1939.

310 AP 67-69 Organisateur de fêtes.

- 67 Le centenaire du romantisme. 1930-1931.
- 68 Le cinquantenaire de l'Ecole laïque. 1929-1931.
- 69 Fêtes diverses : 14 juillet 1938 et 1939.

310 AP 70-74 Conseiller municipal et maire-adjoint de Nevers.

70-72 Conseil municipal de Nevers. 1936-1948.
73-74 Ville de Nevers. 1919-1947.

310 AP 75-85 Conseiller général de la Nièvre.

75-76 Département de la Nièvre : Conseil général. 1920-1936.
77 Conseiller général et maire de Balleray. 1914-1937.
78 Vie culturelle du département de la Nièvre. 1929-1938.
79 Vie communale du département de la Nièvre. 1929-1936.
80 Département de la Nièvre : équipement. 1910-1938.
81 Département de la Nièvre : retraite des mineurs. 1914-1935.
82 Electrification de la Nièvre. 1927.
83-85 Département de la Nièvre : presse locale. 1901-1940.

310 AP 86-97 Dossiers politiques constitués par Jean Locquin.

86 Dossiers sur des hommes politiques (radicaux pour la plupart). 1915-1934.
87 Le 6 février 1934.
88 Munich et le Troisième Reich.
89-90 Nevers durant la guerre de 1939-1945.
91 La guerre de 1939-1945, l'occupation et la Libération.
92-93 L'invalidation et la réhabilitation de Jean Locquin. 1939-1947.
94 Notes de voyage et notes sur des pays étrangers : Espagne (1930), Maroc (1926-1928), Algérie (1930), Etats-Unis (1938).
95 Notes sur l'Asie. 1919-1922.
96-97 Pologne. Association France-Pologne. 1921-1930.

310 AP 98-110 Avocat : dossiers d'affaires plaidées. 1920-1949.

310 AP 111-119 Historien de l'art.

111 Les châteaux et les jardins du cardinal de Richelieu à Rueil et à Richelieu. 1901-1902.
112-113 Jean-Baptiste Oudry, peintre français (1686-1755), sa vie et son œuvre.
114 Bibliographie.
115-119 Notes de travail, notes de cours et conférences d'histoire de l'art.

310 AP 120-127 Historien du Nivernais.

120-121 Notes et études sur les églises nivernaises.
122 Notes et manuscrit du livre de Jean Locquin, Nevers et Moulins, villes d'art, 1913.
123 Etudes sur la faïence de Nevers.
124 Notes et brochures sur Vauban.
125-126 Etudes d'histoire nivernaise.
127 Articles publiés par Jean Locquin.

310 AP 128-154 Papiers de Madame Jean Locquin.

Suppléments non cotés :

1 dossier Documents à réintégrer : correspondance, brochures, photographies, coupures de presse et articles de M^e Locquin.

1 carton Correspondance échangée avec Louis Croisé, maître sabotier, militant S.F.I.O. 1933-1934.

Inventaire après-décès de M^e Boutet de Monthéry. 7 janvier 1754.

Coupures de presse.
Dossiers d'affaires plaidées.
Débats financiers.
Documentation relative à la fondation, par Albert Thomas, du Comité national des loisirs.
Tracts S.F.I.O.

Sources complémentaires :

Des objets provenant de Jean Locquin sont conservés par le Musée de l'Histoire de France (AE VI^a 297/1 à 9).

Bibliographie :

Dictionnaire des parlementaires français, 1889-1940, t. VI, p. 2289-2290.

470 AP
Fonds Millerand

Dates extrêmes : XX^e s.

Importance matérielle : 237 cartons (470 AP 1-235), 17,5 mètres linéaires

Modalités d'entrée : don de la Bibliothèque nationale, 1980, complété par des achats, 1992-1995

Conditions d'accès : libre, sauf 470 AP 129, 131, 133-137, 141, 150, 152, 155-168, 171-183, 185-196, 198-220, 222-225

Instrument de recherche : rép. num. dact. (470 AP 1-102), par M. Dorsemaine, 1977, 22 p. ; rép. num. ms. (470 AP 103-117), par M. Dorsemaine, 14 p. ; état somm. dact. (470 AP 118-235), par C. Sibille, 2000, 8 p.

Notice biographique :

Avocat, collaborateur de Clemenceau à la rédaction du journal *La Justice*, Alexandre Millerand (1859-1943) siège comme député radical du département de la Seine (1885, 1889) avant d'évoluer vers le socialisme. Premier socialiste à occuper un portefeuille ministériel, il est chargé du Commerce et de l'Industrie dans le cabinet Waldeck-Rousseau (1899-1902) et contribue à faire adopter plusieurs lois sociales : repos hebdomadaire et salaire minimum dans toutes les entreprises travaillant avec les collectivités publiques, durée du travail fixée à dix heures au maximum pour les femmes et les enfants. En mars 1900, il crée le Conseil supérieur du travail auquel il confie la mission de fixer la durée maximale du temps de travail. Sa participation à ce ministère est néanmoins vivement critiquée par la plupart des socialistes (en particulier Jules Guesde) et Millerand est exclu du parti socialiste en 1904. Il retrouve le barreau, avant d'accepter de Briand le portefeuille des Travaux publics et des Postes et Télégraphes (1909-1910). Deux ans plus tard, il devient ministre de la Guerre, dans le premier cabinet Poincaré, du 14 janvier 1912 au 12 janvier 1913, puis dans le cabinet Viviani, du 26 août 1914 au 29 octobre 1915. A sa demande est créé, pour Albert Thomas, le sous-secrétariat d'Etat à l'Artillerie, puis celui du service de Santé et de l'Intendance. Commissaire général en Alsace-Lorraine après l'armistice, il gagne les élections de 1919 à la tête du "Bloc national". Le président Poincaré charge alors Millerand de former un gouvernement. Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères du 20 janvier au 23 septembre 1920, Alexandre Millerand fait occuper Francfort et Darmstadt à la suite d'une violation allemande de la zone démilitarisée, dirige les négociations sur le partage interallié des réparations allemandes et obtient le mandat de la Syrie pour la France. Lors de l'élection du président Deschanel, il remanie très légèrement son cabinet, avant de démissionner lors de sa propre élection à la présidence de la République. Après la victoire du Cartel des gauches aux élections de 1924, il démissionne. Il retourne au Palais où ses confrères l'élisent pour la seconde fois au Conseil de l'Ordre et il redevient assidu aux séances de l'Académie morales et politiques dont il faisait partie depuis

décembre 1918. Il reprend ses activités parlementaires en 1925 : il est élu sénateur de la Seine de 1925 à 1927, puis de l'Orne de 1927 à 1944. Inscrit au groupe de la gauche républicaine, Millerand est membre de la commission des Affaires étrangères du Sénat. Le 10 juillet 1940, Millerand, absent, ne prend pas part au vote de l'Assemblée nationale sur les pleins pouvoirs demandés par Pétain. Ses principaux ouvrages sont : *Le socialisme réformiste français* (1906), *Travail et travailleurs* (1908), *Politique de réalisation* (1911), *Pour la défense nationale* (1913), *La guerre libératrice* (1918), *Le retour de l'Alsace-Lorraine à la France* (1933) et *Choix de plaidoyers* (1921).

Présentation du contenu :

- 470 AP 1-13 Période 1885-1914 : Souvenirs de Millerand (1859-1941), élections (1885-1906), ministère du Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes (1899-1902), ministère des Travaux publics, Postes et Télégraphes (1909-1910), 1^{er} ministère de la Guerre (1912-1913).
- 14-32 Deuxième ministère de la Guerre (cabinet Viviani). 26 août 1914-29 octobre 1915.
- 34-43 Période 1915-1919.
- 44-47 Commissariat général à Strasbourg. 21 mars-17 septembre 1919.
- 48 Discours. 1919-1921.
- 49-65 Présidence du Conseil et Affaires étrangères. 20 janvier 1920-23 septembre 1920.
 - 49-55 Politique intérieure.
 - 56-65 Politique étrangère.
- 66-83 Présidence de la République. 23 septembre 1920-11 juin 1924.
- 84-99 Période 1924-1940.
- 100-102 Papiers personnels. 1859-1943.
- 103-107 Correspondance générale adressée à Alexandre Millerand : classée par ordre alphabétique.
- 108-109 Correspondance reçue par Alexandre Millerand au moment de la crise présidentielle de juin 1924.
- 110-111 Correspondance reçue par Alexandre Millerand lors de son élection au Sénat en avril 1925.
 - 112 Correspondance adressée à Jacques Bompard.
 - 113 Documents concernant la vie politique d'A. Millerand. 1883-1925.
 - 114 Documents concernant le Commissariat général en Alsace-Lorraine. 21 mars-17 septembre 1919.
 - 115 Documents concernant A. Millerand. 1931-1941.
 - 116 Notes et copies de documents concernant la politique étrangère (conférence de Cannes, etc.) pendant la Présidence de la République d'A. Millerand.
 - 117 Dossier de lettres écrites lors du siège de Paris constitué par le père d'A. Millerand. 1870-1871.
 - Dossier de lettres : volontariat. 8 novembre 1879-8 novembre 1880.

Suppléments non classés.

- 118 Documentation imprimée (doubles des cartons 470 AP 95-102).
- 119-120, 123, 128, Questions sociales. 1904-1913.
 - 144, 147, 149
- 121, 125, 130, 139 Politique étrangère. 1911, 1934-1939.
- 132, 146 Politique intérieure. 1913-1924.

- 138, 140 Marine marchande, commerce, postes. 1899-1915.
- 143 Alexandre Millerand, député. 1904-1914.
- 197 Alexandre Millerand, sénateur. 1924-1936.
- 142 Alexandre Millerand et le socialisme. 1899-1905.
- 157, 199 Fragments de souvenirs d'Alexandre Millerand.
- 122 Discours d'Alexandre Millerand. 1911-1916.
- 145 Articles de presse sur Alexandre Millerand.
- 153 Millerand, président du conseil d'administration du Conservatoire des arts et métiers. 1927-1930.
- 169, 170, 184 Millerand, membre de l'Institut et de diverses sociétés savantes. 1931-1939.
- 124, 126 Affaire du Paty de Clam. 1903-1913.
- 129, 131, Millerand avocat : dossiers d'affaires plaidées, correspondance, documentation
133-137, 141, 150- juridique. 1895-1940.
152,
154-168,
171-183,
185-196,
198-235
- 1 portefeuille Affiches électorales.
Cartons non cotés Doubles des cartons 470 AP 17-21, 42-81, 84-87, 89-94.

Sources complémentaires :

Le Centre historique des Archives nationales a fait microfilmer des lettres adressées à Millerand (699 Mi 1, dossier 4).

Bibliographie :

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1986)*, Paris : Perrin, 1990, p. 548.

484 AP
Fonds Jules Moch

Dates extrêmes : XX^e s.

Importance matérielle : 179 cartons (484 AP 1-148 et 31 cartons non cotés), 27,7 mètres linéaires

Modalités d'entrée : dépôt, 1987-1994

Conditions d'accès : sur autorisation

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (484 AP 1-148), par Y. Isselin, 1988, 29 p. communiqué sur autorisation ; récol. dact. (suppl. non coté), par C. Sibille, 2000, 14 p.

Notice biographique :

Major de sa promotion à Polytechnique et ingénieur de la Marine, Jules Moch (1893-1985) fut député socialiste de la Drôme (1928-1936) et de l'Hérault (1937-1940, 1946-1958, 1962-1967). Avant la guerre, il fit partie de deux gouvernements de Léon Blum comme secrétaire général de la Présidence du Conseil de 1936 à 1937 puis, comme ministre des Travaux publics en 1938. Il fut l'un des "80" à voter contre Pétain en 1940, ce qui lui valut d'être arrêté et détenu à Pellevoisin, Aubenas et Vals. Il fonda ensuite dès sa libération le groupe de résistance "1793", milita dans "Combat" avant de rallier, en 1943, les Forces navales françaises libres. Sitôt démobilisé en 1945, il entra dans le gouvernement de Gaulle et participa pendant six ans à tous les ministères. Pendant deux ans, ministre des Travaux publics et des Transports (novembre 1945-novembre 1947), il présida à la reconstruction des chemins de fer, ports, routes, marine marchande et aviation civile. Il passa au ministère de l'Intérieur lors des grandes grèves politiques de novembre 1947 et y resta deux ans et demi. Vice-président du Conseil, ministre de l'Intérieur du 28 octobre 1949 au 7 février 1950, Jules Moch fut ensuite chargé, lors de la guerre de Corée, comme ministre de la Défense nationale, de la modernisation de l'armée et de la mise en œuvre du Pacte Atlantique.

Moch quitta le gouvernement en 1951. Il devint, à la Commission des affaires étrangères, rapporteur du projet de loi sur la C.E.D. (Communauté Européenne de Défense) et conclut au rejet du projet qui fut repoussé à 60 voix de majorité.

Délégué de la France aux assemblées des Nations Unies en 1947, puis en permanence de 1951 à 1960, il se spécialisa dans la question du désarmement et fut nommé, en 1952, délégué de la France à la Commission du désarmement. Durant cette période, il refusa de rentrer au gouvernement et il ne fit qu'une exception, en mai 1958, où il accepta, en période troublée, de reprendre l'Intérieur dans le gouvernement Pflimlin, du 17 au 31 mai 1958.

Présentation du contenu :

- 484 AP 1-11 Discours et conférences.
- 12 Activités durant la guerre 1939-1945.
- 13-29 Fonctions ministérielles.
- 30-34 Fonctions parlementaires.
- 35 Activités au sein de la S.F.I.O.
- 36-48 Participation aux négociations internationales pour la paix et le désarmement.
- 49 Participation à diverses associations.
- 50-73 Articles.
- 74-95 Manuscrits.
- 96-98 Biographies et caricatures.
- 99-147 Coupures de presse sur son activité politique.
- 148 Divers.

Supplément non classé Activité du groupe parlementaire socialiste entre 1928 et 1940. Problèmes de politique industrielle ou technique (nationalisation des chemins de fer, de l'aviation civile, coordination des transports). Entrée en France et accueil des réfugiés républicains espagnols. Fonctionnement de la présidence du conseil en 1936-1937. Action communiste en France en 1935. Condition féminine et protection de l'enfance entre 1920 et 1940.

Sources complémentaires :

Les ouvrages imprimés et la documentation de Jules Moch ont été versés à la Fondation nationale des Sciences politiques.

Bibliographie :

YVERT (Benoît), *Dictionnaire des ministres (1789-1989)*, Paris : Perrin, 1990, p. 550.

MECHOULAN (Eric), *Jules Moch et le socialisme 1893-1985*, thèse de doctorat en histoire préparée sous la direction de Jean-Marie Mayeur, Université de Paris IV-Sorbonne, 1996, 4 vol. dact., 955 p.

559 AP **Fonds Marceau Pivert**

Dates extrêmes : 1921-1958

Importance matérielle : 67 cartons (559 AP 1-74)

Modalités d'entrée : don de madame Jacqueline Outin, 1994 ; fonds déposé au Centre d'histoire sociale jusqu'en 2004

Conditions d'accès : sur autorisation

Instrument de recherche : inv. anal. dact., par J. Outin et G. Morin, 85 p.

Notice biographique :

Marceau Pivert est né le 2 octobre 1895. Jeune enseignant, sorti patriote de l'Ecole normale, il subit le choc de la Première Guerre mondiale et devient pacifiste. Fondateur d'une association de défense des instituteurs anciens combattants (A.G.I.F.A.C.), syndicaliste enseignant, franc-maçon depuis 1919, il s'engage au Parti socialiste français, scission du Parti socialiste-Section française de l'Internationale ouvrière (P.S.-S.F.I.O.) dans l'Yonne, en 1922, puis à la S.F.I.O. en 1924 à sa sortie de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud. Il milite à la XV^e section dès son arrivée à Paris et rejoint la tendance de gauche, la "Bataille socialiste", dont il devient rapidement un des principaux animateurs. Membre de la C.A.P. de la S.F.I.O., il fonde sa propre tendance, la "Gauche révolutionnaire", en 1935. Animateur de "l'équipe" de cinéma socialiste avec Germaine Dulac et Robert Talpain, Marceau Pivert supervise la production de plusieurs films militants. En 1936, il participe au gouvernement du Front populaire, au secrétariat de la Présidence du Conseil, chargé plus particulièrement de la presse, de la radio et du cinéma. Secrétaire de la fédération de la Seine, exclu de la S.F.I.O. à la fin de 1938, il fonde le Parti socialiste Ouvrier et Paysan (P.S.O.P.) qui ne résista pas à la guerre. Envoyé aux U.S.A. par la direction de son parti, il gagne le Mexique où il anime avec Gorkin et Victor Serge le Front ouvrier international.

De retour en France au début de 1946, Marceau Pivert réintègre la S.F.I.O., appuie la prise de contrôle du parti par Guy Mollet et Yves Dechézelles, entre l'année suivante au Comité directeur du parti et participe à la Constitution de la Troisième force, des mouvements européens et du Congrès des peuples contre l'impérialisme. Dès la fin des années 1940, il se sépare de Guy Mollet en se prononçant contre la participation au gouvernement. Malade, en 1950, il quitte la direction de la fédération de la Seine. Il conserve néanmoins une grande activité au Comité directeur de la S.F.I.O. et dans les mouvements européens. Hostile à la Communauté européenne de défense et surtout à la Guerre d'Algérie conduite par Guy Mollet, écarté de la direction du parti peu après le voyage en U.R.S.S. d'une délégation dont il fait partie, Marceau Pivert participe activement à la création de la minorité socialiste qui fit scission peu après son décès en juin 1958. La plupart de ses amis et sa femme ont poursuivi son action au Parti socialiste autonome.

Présentation du contenu :

559 AP 1-4 Activités politiques de 1927 à 1940 : documentation politique jusqu'en 1939, notes sur les années trente, presse socialiste de 1933 à 1939.

5-13 Activités politiques et documentation. 1940-1945.

5 Carnets d'exil et correspondance. 1940-1942.

6-9 Activités politiques aux U.S.A. et au Mexique. 1940-1957.

10 Institut français d'Amérique latine. 1944-1945.

11 *Cahiers d'information du militant* et *Politica*. 1935-1938 et 1922-1930.

12 Documentation sur les techniques nouvelles et les structures sociales. 1940-1945.

13 France en guerre : mouvement national révolutionnaire et presse diverse.

- 1940-1944.
- 14-38 Vie politique française. 1944-1958.
- 14-15 Presse fondée par Marceau Pivert. 1946-1950.
 - 15bis Fichier des adhérents de la XV^e section. 1957-1960.
 - 16-25 S.F.I.O. 1945-1958.
 - 26 Notes et conférences. 1954-1957.
 - 27 Lai^{cité} et enseignement : bulletins, motions, déclarations. 1949-1953.
 - 27bis Université socialiste. 1947-1956.
 - 29-30 Presse et documentation de la S.F.I.O. 1946-1958.
 - 31 S.F.I.O. et problèmes internationaux. 1947-1951.
 - 32-33 Notes du Comité directeur. 1947-1956.
 - 34 3^e force. Elections. Bilinguisme et conseil des communes d'Europe. 1947-1957.
 - 35-36 Partis, syndicats et organisations françaises diverses. 1947-1957.
 - 37 Presse française diverse. 1945-1954.
 - 38 Franc-maçonnerie et coopératives. 1944-1955.
 - 39-41 Voyage en U.R.S.S. 28 avril-14 mai 1956.
 - 42-58 Activités internationalistes et anticolonialistes. 1940-1958.
 - 59-66 Activités européennes et mouvements fédéralistes. 1945-1958.
 - 67-74 Ecrits divers. 1921-1958.

Sources complémentaires :

Voir aussi le fonds de l'association des amis de Marceau Pivert, conservé au Centre historique des Archives nationales (22 AS 1-5).

Bibliographie :

KERGOAT (Jacques), *Marceau Pivert "socialiste de gauche"*, Paris : Editions de l'Atelier/ Editions ouvrières, 1994.

Bulletin du Centre de recherches d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme, n° 18, 1995, p. 106-120.

II - Partis politiques socialistes.

581 AP

**Fonds du Parti socialiste unifié
(P.S.U.)**

Dates extrêmes : 1953-1981

Importance matérielle : 147 cartons (581 AP 1-147), supplément, 32 mètres linéaires

Modalités d'entrée : dons de l'Institut Edouard Depreux, de monsieur Gilles Morin et de madame Denise Jullian, 1995-2000

Conditions d'accès : libre sauf fichiers d'adhérents (sur autorisation jusqu'en 2014)

Instrument de recherche : rép. num. dét., par A. James-Sarazin, 1999, 149 p.

Notice historique :

Le Parti socialiste unifié (PSU) est né le 3 avril 1960. Issu du regroupement de deux formations, l'Union de la gauche socialiste et le Parti socialiste autonome, composées d'ex-membres de la SFIO refusant le soutien accordé par leur parti au général de Gaulle au lendemain des événements d'Algérie de mai 1958, le PSU est bientôt rejoint par quelques anciens communistes et des personnalités

politiques telles Mendès-France. La lutte contre la guerre et pour la paix en Algérie assure la cohésion du nouveau parti, du moins jusqu'en 1963. S'ouvre alors le temps des affrontements et de tendances au sujet de ce que doit être le PSU et sur la façon dont il doit s'inscrire dans la société et le paysage politique français. A partir de 1974, le PSU se rapproche du PS, et il participe au gouvernement de 1981 à 1984. Sous la direction d'Edouard Depreux (1960-1967), Michel Rocard (1967-1973), Robert Chapuis (1973-1974), Michel Mousel (1974-1979), Huguette Bouchardeau (1979-1981), Jacques Salvator (1981-1983), Serge Depaquit (1983-1984) et Jean-Claude Le Scornet (1984-1989), le débat se poursuit jusqu'au XVIII^e congrès national : le 24 novembre 1989, à une majorité de plus de 75 % des mandats, le PSU s'autodissout.

Présentation du contenu :

581 AP 1 S.F.I.O., Comité socialiste d'étude et d'action pour la paix en Algérie. 1957-1958.

1 (suite)-5 Parti socialiste autonome. 1958-1962.

6-147 Parti socialiste unifié.

6-80 Direction nationale. 1953-1981.

6-20 Généralités. 1962-1976.

20 (suite)-25 Secrétaires nationaux. 1958-1974.

26-27 Bureau national. 1953-1976.

28 Délégation permanente et crise interne de 1963.

28 (suite)-32 Comité politique national. 1960-1969

33 Direction politique nationale. 1969-1975.

34 Textes divers. 1964-1971.

34 (suite)-48 Commissions nationales statutaires et administratives. 1958-1977.

48 (suite)-67 Commissions nationales d'études et d'action. 1957-1981.

68-75 Congrès nationaux. 1961-1974.

75 (suite)-80 Conseils nationaux. 1960-1977.

80-87 Logistique. 1960-1976.

80-83 Sièges nationaux. 1961-1975.

83 Secrétariat administratif, personnel, service d'ordre. 1964-1969.

83-87 Trésorerie nationale. 1960-1976.

88-98 Presse interne et propagande. 1960-1981.

88 Service de presse et des publications. 1961-1974.

89 Commissions nationales et Conférences " Presse ". 1960-1976.

89-98 Journaux et revues du P.S.U. 1960-1981.

99-115 Effectifs. 1960-1979.

116-118 Engagements particuliers. 1963-1974.

116 Guerre d'Algérie. 1963.

Rencontre socialiste de Grenoble. 1966.

116-117 Mouvement de Mai 68.

117-118 Lutte contre la répression. 1970-1971.

Lip. 1973-1974.

119-140 Liaisons avec les fédérations et les sections.

119-120 Généralités. 1960-1975.

120-125 Paris, Seine, Seine-et-Oise. 1960-1982.

125-138 Autres fédérations départementales. 1960-1978.

138-140 Fédérations régionales. 1963-1978.

140 Travail interfédéral région parisienne. 1963-1974.

- 140-144 Organisations de jeunesse.
 - 140 Commission nationale " Jeunesse ". 1962-1963.
 - 141-142 Service " Jeunesse ", Comité de coordination national " Jeunes " (CCNJ) puis Comité de coordination " Jeunes Travailleurs " (CCJT). 1966-1971.
 - 142 Jeunesse socialistes unifiées. 1963-1969.
 - 142-144 Etudiants socialistes unifiés. 1961-1974.
- 144-146 Relations avec d'autres mouvements et organisations.
 - 144 Associations, revues, organismes mutualistes. 1962-1965.
 - Syndicats professionnels. 1961-1971.
 - 145-146 Union nationale des étudiants de France (UNEF). 1960-1968.
- 147 Organismes de voyages et fêtes du P.S.U. 1971-1978.

Supplément non classé.

Statuts et circulaires du P.S.A. 16^e section du P.S.A.
 6^e, 7^e, 9^e, 15^e, 16^e sections de la fédération de Paris. 1963-1977.
 Journaux *Tribune socialiste*, *Liaison socialiste*, *Perspectives socialistes*, *L'Humanité*, *Le Monde*. 1958-1960.
 Tracts, bulletins, circulaires, brochures, communiqués de presse concernant différentes élections.
 Dossiers thématiques (dossier municipal, Bretagne, mai 1968...).
 Documents relatifs à Pierre Stibbe, André Seurat, Charles Hernu et Michel Rocard.

Sources complémentaires :

Voir, au Centre historique des Archives nationales, le fonds Edouard Depreux, Premier secrétaire national du P.S.U. (456 AP).

Voir aussi : Fondation nationale des Sciences politiques, Musée social, Centre d'histoire sociale de Paris I, Institut d'histoire sociale. Pour plus de précisions, se reporter à l'état des sources complémentaires du répertoire numérique détaillé.

Bibliographie :

SIRINELLI (Jean-François), dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, Paris : P.U.F., 1995, 1088 p.

III - Communistes.

447 AP

Fonds Cachin

Dates extrêmes : 1903-1958

Importance matérielle : 24 cartons (447 AP 1-24), 4,10 mètres linéaires

Modalités d'entrée : don de la famille Hertzog-Cachin, 1983-2000

Conditions d'accès : libre sauf 447 AP 21 sur autorisation

Instrument de recherche : rép. num. dact. (447 AP 1 à 8), par Ch. de Tourtier-Bonazzi, F. Aujogue et S. Lacombe, 1983-2000, 5 p. ; rép. num. dact. (447 AP 9 à 24), par F. Audous, 2000, 3 p.

Notice biographique :

Membre du Parti ouvrier français dès 1891, Marcel Cachin (1869-1958) prit part aux congrès socialistes d'Amsterdam (1904), puis de Paris (1905). Député (1914-1932), rallié à la politique d'union

nationale, il fut envoyé en mission diplomatique en Russie (1917). Lors du congrès de Tours (1920), Marcel Cachin se rangea du côté de la fraction majoritaire (communiste) qui adhéra à la III^e Internationale. Directeur de *l'Humanité* (1918-1958), il fut membre du bureau politique du parti communiste (1923-1958) et sénateur (1935) puis de nouveau député (1946).

Sa fille, Marcelle (1911-1999) épousa Paul Hertzog, chirurgien. Elle-même médecin, Marcelle Hertzog-Cachin était membre du P.C.F. et député.

Présentation du contenu :

447 AP 1-3 Agendas de Marcel Cachin et documents divers le concernant. 1906-1957.

4-7 Transcriptions dactylographiées des agendas et notes de Marcel Cachin. 1906-1945.

8 Agendas et carnets de notes de Marcel Cachin. 1917-1958.

Carnets de notes, cartes postales reçues par Marcel Cachin ou adressées par lui à sa femme et à divers membres de sa famille. 1903-1911.

9-24 Supplément :

9-20 Archives de Marcel Cachin.

9-10 Papiers personnels.

11-15 Ecrits de Marcel Cachin.

16 Ecrits sur Marcel cachin.

17 Le musée Marcel Cachin à Choisy-le-Roi.

18-19 Photographies.

20 Documentation.

21-24 Archives de Marcelle Hertzog-Cachin.

21 Papiers personnels.

22-23 Ecrits.

24 Documentation.

Sources complémentaires :

L'Institut de recherches marxistes conserve 34 cartons d'archives provenant de Marcel Cachin.

Les lettres de Marcel Cachin à sa femme, période avril-novembre 1918, ont été publiées dans le n° 48 des *Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes*, 1992.

Bibliographie :

MAITRON (Jean), dir., *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français 1914-1939, de la Première à la Deuxième Guerre mondiale*, Ed. de l'Atelier, t. 21, p. 21-32.

PESCHANSKI (Denis), dir., *Marcel Cachin. Carnets 1906-1947*, Paris : Editions du C.N.R.S., 1993-1998, 4 vol.

IV - Syndicalistes.

507 AP

Fonds Calvez

Dates extrêmes : 1958-1983

Importance matérielle : 104 cartons (507 AP 1-104), 15 mètres linéaires

Modalités d'entrée : dépôt, 1987

Conditions d'accès : sur autorisation

Instrument de recherche : rép. num. détaillé dact. (507 AP 1-40), par N. Gastaldi, 1994, 21 p. ; état somm. dact. (507 AP 41-104), par C. Sibille, 2000, 10 p.

Notice biographique :

Corentin Calvez (1920-1985) mena une double carrière syndicale puis politique, fondée sur les compétences qu'il avait acquises comme élève au Conservatoire national des arts et métiers, puis comme cadre de l'industrie pétrolière. Il s'engagea dans de multiples mouvements associatifs et s'orienta très tôt vers l'action syndicale, au sein principalement de la Confédération générale des cadres (C.G.C.), dont il fut membre du Comité confédéral en 1959, du Comité directeur en 1961, du Bureau en 1965, secrétaire général en 1969 et délégué général en 1973. Il quitta ses fonctions à la C.G.C. en 1979 pour se lancer dans la vie politique au niveau européen, étant élu à l'Assemblée des Communautés européennes sur la liste "Union pour la France en Europe". Il resta député européen jusqu'à sa mort, en 1985. Dès les années soixante, Corentin Calvez avait également été membre de nombreuses commissions administratives, notamment du Conseil économique et social.

Présentation du contenu :

- 507 AP 1-15 Activités syndicales et associées. 1958-1979.
1 Corentin Calvez, membre des syndicats C.G.C. du Pétrole : Syndicat des cadres de l'industrie du pétrole (1958-1969) et Union syndicale des cadres du pétrole-Union syndicale de la maîtrise du pétrole (1978-1980).
2-15 Corentin Calvez, membre de la C.G.C. 1964-1979.
15 (suite)-38 Conseil économique et social. 1968-1978.
39-104 Députation européenne et associations diverses. 1979-1985.

Bibliographie :

Informations extraites de l'introduction du répertoire numérique détaillé de N. Gastaldi.

[455 AP]

638 Mi

Fonds Raymond Froideval

Dates extrêmes : 1912-1978

Importance matérielle : 6 bobines de microfilm (638 Mi 1-6)

Modalités d'entrée : prêt pour microfilm, 1984

Conditions d'accès : libre sauf 455 AP 3, dossier 21

Instrument de recherche : inv. semi-anal. dact., par Y. Poulle, 1984, 13 p.

Notice biographique :

D'origine modeste, Raymond Froideval (1897-1978) était ouvrier serrurier. Syndicaliste (C.G.T.), il rompit avec le parti communiste dès 1923 et rejoignit la S.F.I.O. Il fut successivement secrétaire de la chambre de la serrurerie à Paris (1924), puis secrétaire régional des syndicats confédérés du bâtiment (1936), chargé de mission au cabinet de Raoul Dautry, ministre de l'Armement (1939-1940), chef de cabinet de René Belin, ministre de la Production industrielle et du travail (juillet 1940-février 1941) et secrétaire général de la Chambre consultative et de contrôle des sociétés coopératives ouvrières de production (1941-1944). Il avait créé plusieurs journaux, dont *Le Bâtiment syndicaliste*, en 1936.

Présentation du contenu :

Biographie.

Le syndicaliste. 1912-1939.

"Les Editions syndicales". 1936-1943.

Affaires Syndicats/Nouvel âge. 1939-1942.

Chargé de mission au cabinet de Dautry, ministre de l'Armement. 1939-1940.

Chef de cabinet de René Belin, ministre de la Production industrielle et du travail. Juillet 1940-février 1941.

Secrétaire général de la Chambre consultative et de contrôle des sociétés coopératives ouvrières de production. 1941-1944.

Activités postérieures à 1945.

Coupures de presse. 1947-1950.

Tracts et journaux, brochures diverses. 1903-1970.

Photographies et croquis.

Sources complémentaires :

Une bande magnétique (3 AV 2) conservée à la section du XX^e siècle du Centre historique des Archives nationales comprend les allocutions à Radio Travail de Raymond Froideval, secrétaire général de la Chambre consultative et de contrôle des sociétés coopératives ouvrières de production et de Jean Bichelonne, ministre secrétaire d'Etat au Travail par intérim, sur le mouvement coopératif français (février 1944).

Bibliographie :

MAITRON (Jean), dir., *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, 1914-1939, De la Première à la Deuxième Guerre mondiale*, vol. 28, Fi à Fz, éd. de l'Atelier, 1986, p. 296-297.